

Ils défendaient la forêt, ils ont été assassinés. A Lima, leurs femmes témoignent

6 décembre 2014 / Malika Peyraut (Les Amis de la Terre)



En septembre, Edwin Chota, Jorge Rios, Leoncio Quintisima et Francisco Pinedo, quatre leaders indigènes Ashaninka, au Pérou, ont été assassinés parce qu'ils se battaient contre la déforestation illégale de l'Amazonie. Rencontre avec leurs veuves, venues à Lima pour témoigner et réclamer justice.

► *Lima, correspondance*

L'arrivée à la COP20 des familles des quatre leaders indigènes Ashaninka assassinés en septembre dans la région Ucayali, au Pérou, à la frontière avec le Brésil, rappelle que, partout dans le monde, les défenseurs des droits et de l'environnement subissent menaces et persécutions.

En choisissant de lancer leur appel aux dirigeants réunis à Lima pour décider de l'avenir du climat, ces femmes montrent qu'un accord juste et équitable ne pourra se faire sans prendre en compte les communautés affectées par le pouvoir des multinationales.

Assassinés pour avoir lutté contre la déforestation illégale de l'Amazonie

Au milieu des préfabriqués vombrissant au rythme de l'air conditionné dans l'enceinte du Pentagonito (le petit Pentagone !), quartier général militaire où se tient la COP 20, Julia Pérez Gonzales, Ergilia Rengifo Lopez et Diana Rios Rengifo, en costume traditionnel, bercent leurs nourrissons et racontent les conditions de vie de la communauté Alto Tamaya-Saweto, une communauté Ashaninka vivant dans la forêt Amazone à la frontière avec le Brésil.



- *Ergilia Rengifo Lopez, veuve de Jorge Rios* -

Elles sont veuves ou fille des quatre leaders de la communauté assassinés en septembre, Edwin Chota, Jorge Rios, Leoncio Quintisima et Francisco Pinedo. Ceux-ci avaient à plusieurs reprises alerté les autorités sur l'insécurité régnant dans la zone, due à l'isolement et à la présence d'entreprises pratiquant l'exploitation illégale du bois. Ils ont disparu début septembre, et seuls deux des corps ont été retrouvés à ce jour.

Francisco Piyâco, leader de la communauté Ashaninka d'Apiwtxa, de l'autre côté de la frontière, et qui les accompagne, commente : « *L'impact des activités menées dans cette région détruit le modèle d'organisation sociale traditionnel. Les familles n'ont que deux options : où elles s'allient, se portent main-d'oeuvre et deviennent esclaves de ce système, ou elles fuient. Si une voix s'élève pour s'opposer à la déforestation, voilà ce qui se passe. »*

Laissés à l'abandon

Par peur de nouvelles représailles, leurs veuves ne sont pas encore retournées dans la

communauté, laissant derrière elles leurs enfants et la trentaine de familles qui forment la communauté de Saweto. *« Les exploitants illégaux d'arbres ne s'intéressent qu'aux arbres, ils ne respectent pas les droits des indigènes. Nos vies sont menacées. Je ne veux pas que cela se reproduise. Il y a eu des morts, il y en aura encore. L'État ne nous protège pas »*, nous dit Diana, la fille de Jorge Rios.

L'insuffisance des mesures de protection, des droits fonciers flous et la négligence de l'État péruvien à prendre les mesures nécessaires pour faire reconnaître ces droits et combattre l'exploitation illégale du bois ont conduit à l'augmentation de la déforestation et à la fragilisation de ces communautés, dont les ressources proviennent précisément de leur gestion soutenable de la nature.



- Julia Perez Gonzales, veuve d'Edwin Chota, avec son bébé -

« Le gouvernement nous vend aux entreprises. Il vend nos territoires, alors que nous sommes nés ici, que nos grands-parents ont grandi ici »

, dénonce Julia, la femme du célèbre Edwin Chota. **Malgré l'engagement du ministre de l'Environnement Manuel Pulgar-Vidal** à fermer immédiatement les concessions illégales et à éclaircir la question des droits fonciers des communautés, les familles ont des doutes sur le fait que l'État s'en donne réellement les moyens.

« On parle du changement climatique, mais qui pollue ? Les entreprises »

Déterminée, Ergilia continue : *« Nous ne sommes pas là seulement pour demander que justice soit faite pour nos époux et que nous puissions vivre en paix chez nous. Nous sommes là pour réclamer notre droit à protéger nos terres. »* Il leur a fallu six jours de bateau pour atteindre la première ville depuis leur communauté – alors qu'il suffit de quelques heures pour rejoindre la COP depuis Paris. Leur motivation ? Continuer le combat pour que les droits des communautés, et notamment leur rôle dans la protection de leur environnement, soient reconnus.

« Il faut que l'on reconnaisse que nous sommes les gardiens de la forêt. Que lorsque l'on demande de la protection, ça n'est pas seulement pour nos vies, mais pour celle de la planète, pour l'environnement de tous », explique Diana. Et Julia d'illustrer ironiquement : *« Ici, vous avez votre air artificiel, mais le nôtre est naturel. Tout le monde parle du changement climatique, mais qui pollue ? Les entreprises qui détruisent les arbres ! »*



- Edwin Chota -

Pour ces communautés indigènes affectées par la déforestation et l'accaparement illégal de leurs terres, l'enjeu est bien que leurs droits soient reconnus sur ceux des multinationales, comme l'explique Francisco :

« Les gouvernements doivent comprendre qu'il y a des choses qui n'ont pas de frontières. Les impacts environnementaux concernent l'ensemble de notre planète, c'est pour cela qu'il faut agir ensemble. Le problème de ce monde est que les grandes entreprises bien souvent ne prennent pas en compte ceux qui habitent les endroits qu'ils veulent détruire. Les gouvernements doivent écouter les revendications des peuples indigènes. »

Au Pérou, les populations subissent l'impact des mines, de la déforestation (80 % de l'exportation de bois proviendraient d'une exploitation illégale, [selon la Banque Mondiale](#)), mais aussi les mécanismes censés limiter cette déforestation, les mécanismes de compensation dits REDD [qui en réalité permettent aux grandes entreprises de continuer à polluer](#) au détriment des communautés.

Les défenseurs des droits sacrifiés au profit des multinationales

Un grand nombre d'organisations, syndicats et associations, ont exprimé leur soutien à la communauté Ashaninka vendredi 5 décembre au sein de la COP. Pour Fabienne Cru-Montblanc, membre de la Commission exécutive confédérale de la CGT :



- Julia Perez Gonzales, veuve de Edwin Chota, Diana Rios Rengifo, fille de Jorge Rios et Francisco Piyaco, devant les bâtiments de la COP -

« Le cas de Saweto illustre le lien indéfectible qui existe entre la protection de l'environnement, la défense du climat, des droits de l'homme et des droits sociaux. Les multinationales, qui sont sur le credo de la rentabilité financière à court terme et non de la construction d'une société à long terme, s'attaquent à tous les obstacles qui vont entraver cette rentabilité. Ce cas illustre également une deuxième chose : la difficulté des Etats à s'amender des pressions des multinationales, comme ce qu'on avait pu voir lors de la COP19 à Varsovie. »

La mort d'Edwin Chota et de ses compagnons est révélatrice de la situation de persécution que subissent de nombreux défenseurs des droits, partout dans le monde.

Pour Jagoda Munic, présidente des Amis de la Terre International, « *la violence contre les défenseurs de l'environnement ne sort pas de nulle part. Le modèle extractiviste néolibéral, qui place les intérêts privés avant les droits des peuples et de la nature, génère les conditions permettant ces actes de violence. Les Amis de la Terre expriment ainsi toute leur solidarité avec les quatre leaders péruviens qui ont été tués, et continueront à faire le lien entre la défense des droits de l'homme et la défense de l'environnement.* »

Lire aussi : [En dix ans, 900 défenseurs de l'environnement ont été assassinés](#)

Source et photos : Courriel à *reporterre* de Malika Peyraut ([Amis de la Terre](#))

. Déforestation : [End Ecocide](#)

. Edwin Chota : [capture d'écran](#)

- Emplacement : [Accueil](#) > [Info](#) >
- Adresse de cet article : <https://reporterre.net/Ils-defendaient-la-foret-ils-ont-ete-assassines-A-Lima-leurs-femmes-temoignent>